

La Stratégie énergétique 2050 est incontournable

La Conférence des directeurs cantonaux de l'énergie (EnDK) s'était déjà engagé dans un processus destiné à élaborer des principes directeurs pour la politique énergétique cantonale avant les événements tragiques de Fukushima. Ces dernières années, la politique énergétique a connu une nouvelle dynamique en raison de la politique climatique dont l'influence va au-delà de la consommation des énergies fossiles. Il était, en outre, prévisible que l'évolution de la politique énergétique au sein de l'UE et la libéralisation imminente du marché de l'électricité suisse auraient des répercussions sur les compétences cantonales. Grâce aux principes directeurs, une base commune pour la compréhension de la politique énergétique devrait être créée au sein des cantons.

Les événements de Fukushima et les décisions prises en conséquence par le Conseil fédéral et le Parlement ont confirmé la nécessité de principes directeurs et ont précisé leur orientation. Ainsi, le 4 mai 2012, l'EnDK a adopté ses *Principes directeurs pour l'avenir énergétique de la Suisse*, qui peuvent se résumer en cinq points fondamentaux:

1. Protection du climat et des ressources.
2. Utilisation efficiente de l'énergie et exploitation optimale du potentiel des énergies renouvelables.
3. Sécurité de l'approvisionnement énergétique.
4. Responsabilité individuelle et principe de subsidiarité.
5. Respect des cycles de vie des investissements et considération des possibilités financières pour le renouvellement des structures.

Ces principes montrent que la politique énergétique est complexe. Agir dans la précipitation constituerait une erreur. Une telle stratégie doit se réaliser par étape, afin d'éviter – ou tout au moins de limiter – les conséquences néfastes que pourrait avoir un pilotage excessif ou, à l'inverse, insuffisant. Les directeurs de l'énergie sont unanimes sur les questions de fond: le remplacement des centrales nucléaires actuelles par de nouvelles d'ici 2050 est peu vraisemblable politiquement. Afin de garantir malgré tout la sécurité de l'approvisionnement en énergie tout en poursuivant les objectifs climatiques, il était nécessaire que la Confédération adapte sa stratégie énergétique en temps utile. C'est pourquoi les directeurs de l'énergie approuvent les fondements de la Stratégie énergétique 2050. Par contre, les discussions porteront sur sa réalisation concrète, les étapes et le rythme envisagé.

Le rôle majeur des cantons dans le bâtiment...

Avec la déclaration du 2 septembre 2011, les directeurs de l'énergie ont le signal de départ pour la révision du *Modèle de prescriptions énergétiques des cantons (MoPEC)*, lequel devait être réorienté vers de nouvelles ambitions. Cette révision s'achèvera à la fin de 2014, de sorte que les prescriptions

puissent être reprises dans les législations cantonales au plus tard d'ici 2020. Le processus est exigeant et la mise en œuvre doit être réalisable malgré les objectifs ambitieux. En outre, grâce à une information et des conseils adéquats ainsi qu'avec l'aide du Certificat énergétique cantonal des bâtiments (CECB), les propriétaires immobiliers doivent être soutenus dans leur effort pour rénover leurs bâtiments au plan énergétique. Il ne faut pas sous-estimer la complexité d'un tel assainissement, qui laisse les propriétaires au prime abord plutôt sceptiques. Les mesures d'encouragement doivent être définies avec soin afin qu'elles aient le plus d'impact possible.

... dans l'aménagement du territoire...

Les directeurs de l'énergie se prononcent également pour un rôle renforcé de l'aménagement du territoire dans la valorisation des énergies renouvelables. La délimitation des zones de production énergétique – éolienne, hydraulique, installations solaires de grande envergure – ou l'extension nécessaire des infrastructures de réseau devraient être coordonnées avec d'autres mesures ayant des effets sur l'organisation du territoire grâce aux plans sectoriels de la Confédération et la planification directrice des cantons. Avec la simplification des procédures d'autorisation en parallèle, une exploitation rapide du potentiel en énergies renouvelables devrait ainsi être possible et l'extension du réseau facilitée.

... et dans la sécurité de l'approvisionnement

La sécurité de l'approvisionnement dépend des performances de l'infrastructure. Dans ce domaine, le réseau électrique constitue l'un des principaux piliers de la Suisse. Ce réseau, sur lequel s'appuie la mise en œuvre de la stratégie énergétique, souffre pourtant d'un retard dans l'entretien. Les cantons s'emploient donc à mettre en place les conditions-cadres réglementaires qui permettront aux investissements dans l'entretien et l'extension de ce réseau d'être rentables.



Beat Vonlanthen
Conseiller d'État du canton de Fribourg, président de la Conférence des directeurs cantonaux de l'énergie (EnDK)